

LES MÉDIAS ONT-ILS TROP DE POUVOIR ?

Dans la collection Médiathèque

dirigée par

Nicolas Demorand

Olivier Duhamel

Géraldine Muhlmann

Robert E. Park

Le Journaliste et le Sociologue

textes présentés par Géraldine Muhlmann et Edwy Plenel

mars 2008

Olivier Duhamel, Michel Field

Le Starkozysme

mars 2008

Pierre Haski

Internet et la Chine

mai 2008

Laurent Joffrin

Média paranoïa

janvier 2009

Bénédict Beaugé et Sébastien Demorand

Les Cuisines de la critique gastronomique

février 2009

Nicolas Vanbremeersch

De la démocratie numérique

mars 2009

Adrien Gombeaud

L'Homme de la place Tiananmen

mai 2009

Armelle Le Bras-Chopard

Première dame, second rôle

octobre 2009

Sonia Dayan-Herzbrun

Le journalisme au cinéma

mars 2010

LES MÉDIAS ONT-ILS TROP DE POUVOIR?

daniel cornu

MÉDIATHEQUE

SEUIL / PRESSES DE SCIENCES PO

ISBN 978-2-02-102038-0

© ÉDITIONS DU SEUIL, OCTOBRE 2010

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Introduction

À deux jours de l'élection au Parlement européen de 2009, France 2 propose le film *Home*, de Yann Arthus-Bertrand. Les vues aériennes sont superbes, le regard jeté sur l'état de la planète est inquiet. La chaîne réunit ce soir-là un tiers de l'audience. À la sortie des urnes, le dimanche 7 juin, la liste Europe Écologie réalise une performance remarquable. Les critiques pleuvent. Une fois de plus, la télévision fait l'élection.

Le 4 novembre 2008, Barack Obama remporte l'élection présidentielle américaine face à son concurrent républicain John McCain. Rien d'étonnant. Obama détient l'arme fatale, un site sur Facebook.

Le 13 décembre 2006, un magazine d'enquête et de reportage de la télévision belge est interrompu. Images parasites, apparition inhabituelle du présentateur du journal télévisé. La Flandre serait en train de faire sécession ! Reportages, interviews. D'abord discret, puis plus précis, l'avertissement est donné aux téléspectateurs : il s'agit d'une fiction. La précaution est emportée par les effets de réel. La preuve est faite. La télévision, outil de manipulation !

En juin 2002, un adolescent de la région de Nantes déclare s'être inspiré du film d'horreur *Scream* pour « tuer un maximum de gens et mourir après ». Il vient de causer

la mort d'une de ses amies à coups de couteau. Les médias, porteurs de violence !

Le 19 avril 2002, au journal de 20 heures sur TF1, un retraité d'Orléans montre un visage tuméfié et larmoyant. La veille, il aurait été roué de coups par des voyous. Les journaux télévisés n'en ont que pour lui. « Papy Voise » devient la victime symbolique de l'insécurité. Le dimanche 21 avril, à la stupéfaction générale, Jean-Marie Le Pen devance Lionel Jospin et gagne son ticket pour le second tour. L'affaire « Papy Voise », pas claire du tout, encore un coup de la télé !

Pendant les quelques mois consacrés à la rédaction de cet essai, je n'ai pas manqué de raconter à des amis ou à des connaissances de rencontre que je travaillais sur le pouvoir des médias. « Oh là ! Il est énorme. » Ou : « Vous n'allez pas manquer d'arguments ! » Ou encore : « C'est le moment de s'en occuper ! » Personne ne semble en douter : l'influence des médias est écrasante. Sur quelques dizaines de réactions hors du milieu journalistique, je n'ai enregistré au jour de la rédaction de ces lignes qu'un avis contraire. Un seul.

La critique des médias fait recette à l'étalage des libraires. Écrivez un essai sur le complot médiatique, sur la vénalité de la presse, sur la connivence entre journalistes et gens de pouvoir et vous êtes assuré que votre ouvrage sera empilé aux emplacements stratégiques. L'opinion dominante sur la puissance des médias se nourrit à la lecture de publications comme *Le Monde diplomatique* ou de sites comme *Acrimed*, portés à la critique à haut débit. La fréquentation en est fertile. À la condition que les arguments, souvent pertinents, restent soumis à une discussion et ne tournent pas à l'expression d'une orthodoxie. C'est le problème.

Tout le monde ne partage pas les mêmes certitudes. Du côté des journalistes pour commencer, on se montre volontiers sceptique. Tant de causes que l'on a cherché à défendre et qui ont tourné court ! Tant d'énergie pour dévoiler des aspects intolérables de la réalité, pour porter la « plume dans la plaie » selon le mot d'Albert Londres, et qui n'a rencontré que l'indifférence ! Tant d'expériences d'une distance troublante entre les priorités des salles de rédaction – partagées souvent, et de façon paradoxale, par des médias d'orientations différentes – et les préoccupations affichées par le public ! Les journalistes en viennent à douter de leur influence, au point de se défendre d'une quelconque volonté d'agir sur le public : ils ne chercheraient qu'à l'informer. L'esquive ne trompe personne. L'information journalistique n'est pas seulement une manière de restituer les faits de l'actualité et les opinions des acteurs sociaux. Elle offre une vision de la réalité, elle n'est pas innocente de toute intention d'en révéler certains aspects plutôt que d'autres en vue de la faire évoluer, de changer les choses. Le contraire serait préoccupant. Un journalisme sans prétention à la moindre influence se déchargerait de toute responsabilité quant à ses conséquences, comme un miroir ne saurait se voir imputer l'image qu'il renvoie. Serait-il encore compatible avec son rôle en démocratie, qui suppose la recherche d'un vivre ensemble par la pratique de la confrontation et même par l'épreuve du conflit ? Cela ne suffit pourtant pas à retourner complètement l'argument. Pas plus que les médias qui lui servent de plate-forme, un journalisme pleinement assumé se trouverait-il pour autant doté de la puissance qu'on lui prête ? Le doute subsiste.

Les interrogations des professionnels ne sont pas sans fondements. Elles ne sont pas non plus dépourvues d'appuis.

Les observateurs critiques n'ont pas le monopole du discours sur les médias. Contre la dénonciation de l'emprise des médias sur la société, fortement teintée d'idéologie, des voix s'élèvent qui tendent à la relativiser. Elles viennent pour la plupart de sociologues, qui ont entrepris de la vérifier par des études de terrain. Ces recherches, d'un abord moins immédiat et moins séduisant pour le profane, sont moins gourmandes de vérités définitives. Elles sont publiées par des revues pour spécialistes. Sous la forme d'ouvrages savants, elles se glissent après un court temps d'exposition dans les austères rayons scientifiques des librairies, plutôt qu'elles ne parquent dans leurs vitrines. Elles ne visent pas le podium au palmarès des meilleures ventes du moment, rubrique « Essais », choyé par les magazines. Pour le grand public, elles ne font pas le poids. Leur existence suffit cependant à ébranler un bon nombre de certitudes et d'idées reçues.

Les médias seraient-ils donc si puissants ? À l'examen, l'affaire est plus compliquée qu'il n'y paraît. La question ne se satisfait pas de réponses à l'emporte-pièce. Je me suis aventuré dans cet essai animé par une double ambition. Puisque le pouvoir des médias continue de susciter d'aussi fortes convictions, tenter de découvrir dans l'histoire des idées les principaux jalons qui les expliqueraient, les confirmeraient ou les infirmeraient. Et puisque le débat n'est pas clos, nourrir un espoir raisonnable de voir le foisonnement même de ces idées instiller dans les esprits un scepticisme salubre.

Le pouvoir des médias ne sera pas perçu en premier lieu comme « le quatrième », selon la formule galvaudée. D'abord parce que l'existence avérée et durable d'un pouvoir de ce type, comparable aux trois autres (législatif, exécutif

et judiciaire), supposerait une force d'exécution dont les médias ne disposent pas. Ensuite, parce que l'influence médiatique, quelle que soit l'importance qu'on lui donne, est loin de se confiner au seul domaine politique. Elle s'étend à l'ensemble de la société, à ses mœurs, à sa culture.

De quoi est-elle faite, cette influence ? La presse façonne-t-elle l'opinion publique ou ne fait-elle que la refléter ? Faut-il la tenir pour un facteur déterminant de contagion dans la formation des masses ? Les journaux sont-ils des agents actifs de la réunion d'individus en publics ? Des instruments d'acculturation dans des sociétés plurielles ? Les médias sont-ils des outils de manipulation ou de mystification ? Ne constituent-ils au contraire qu'une étape de la distribution sociale de la communication, aux effets plutôt anodins ? Sont-ils, consciemment ou à leur insu, les instruments d'une présentation hégémonique du monde ou servent-ils de repoussoirs aux opinions de gens « à qui on ne la fait pas » ?

Ces questions traversent l'histoire des théories sur le pouvoir des médias. Elles ne se posent en termes radicaux qu'à partir de la fin de la Première Guerre mondiale. Elles sont alors suscitées par la propagande des belligérants et par la montée des totalitarismes, par l'existence d'une presse écrite à son apogée et par l'apparition de la radio, premier moyen de communication à s'adresser directement à tous, en même temps. Elles sont soulevées en somme dès le moment où il paraît judicieux de parler non plus de la seule presse écrite, mais de la nouvelle réalité sociale que constituent désormais les médias de masse.

Il serait parfaitement admissible d'ouvrir la discussion à partir de ce moment-là. Le débat ne s'en trouverait pas dénaturé. Le lecteur impatient est donc libre d'aborder cet

essai par son deuxième chapitre. Il m'a cependant paru profitable d'en situer le départ un siècle en amont, dans les années 1830. Cette décennie voit naître la presse moderne, tant en Europe qu'aux États-Unis. Elle est elle-même un aboutissement. L'influence de la presse sur le cours de l'histoire et la vie des sociétés connaît en effet des débuts hésitants.

Aux États-Unis, deux journaux font partie des acteurs importants de la proclamation de l'Indépendance en 1776, la *Boston Gazette* de Sam Adams et le *Pennsylvania Magazine* de Thomas Paine. La presse du nouveau continent n'en tire pas une impulsion renversante. Le nombre de ses titres et le chiffre de ses tirages restent faibles, ses feuilles sont pauvrement imprimées. Elle demeure étique pendant un demi-siècle, malgré la garantie de sa liberté par le premier amendement de la Constitution, adopté en 1791 : « Le Congrès ne fera aucune loi restreignant la liberté de parole ou de presse. » À cette époque, les États-Unis ne comptent encore que quatre millions d'habitants.

La Révolution française de 1789 suscite au contraire, pendant ses trois premières années, une prodigieuse floraison de titres. Elle révèle la puissance politique de la presse, dans un pays où les journaux « n'avaient joué jusqu'alors qu'un rôle secondaire ¹ ». La Déclaration des droits de l'homme reconnaît la libre communication de la pensée et des opinions comme l'un des droits les plus précieux : « tout citoyen peut

1. Pierre Albert, *Histoire de la presse*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2008 (10^e éd.), p. 25. Sauf autre indication, les quelques notations historiques contenues dans cet essai sont pour la plupart tirées de cet ouvrage de synthèse. En ce qui concerne la presse anglaise et la presse américaine, les compléments sont empruntés à *The Cambridge History of English and American Literature*, 18 volumes (1907-1921), aisément accessible en ligne (www.bartleby.com).

donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi ». Mais en août 1792 déjà, la presse royaliste est supprimée et la liberté de la presse suspendue. Les journaux sont les premières victimes de la Terreur. La presse est asservie sous le Consulat et l'Empire, périodiquement malmenée depuis la Restauration. On peut y lire en creux la confirmation d'une influence redoutée par les pouvoirs.

En Angleterre, le combat sur le front des libertés est précoce et le développement de la presse en bénéficie. La suppression en 1695 de la censure et du système d'autorisation ne fait pas disparaître les pressions sur les journaux ; elles sont désormais judiciaires et économiques (des droits de timbres très lourds). Le tirage global de la presse anglaise connaît néanmoins un fort développement. Les journaux participent activement à l'affrontement entre les *whigs* et les *tories*. Après plus d'un demi-siècle de lutte, ils obtiennent le droit de rendre compte des séances du Parlement. Plus libre qu'ailleurs à la même époque, la presse anglaise n'échappe cependant pas au contrôle des autorités craignant de voir surgir une presse populaire d'inspiration révolutionnaire. L'arsenal des taxes se renforce en 1819 encore et s'applique à tous les journaux politiques. Le développement de la presse s'en ressent. Ses titres sont les plus coûteux du monde et réservés à des lecteurs aisés. Les progrès techniques sont plus avancés qu'ailleurs. Le 28 novembre 1814, le *Times* de Londres s'imprime pour la première fois sur une presse mécanique mue par une machine à vapeur. Pour d'autres raisons qu'aux États-Unis et en France, la presse anglaise attend les années 1830 pour prendre son essor. Ce sera par l'effet d'une diminution des taxes, qui seront finalement supprimées entre 1853 et 1861.

Ouvrir le débat sur la puissance des médias à la naissance de la presse moderne ne suppose pas l'ignorance d'idées d'origine plus ancienne, qui s'y trouvent implicitement ou explicitement reprises. Ni la première affirmation de la liberté de la presse par Milton. Ni l'approfondissement de la notion d'opinion publique par Locke. Ni la distinction opérée par Condorcet entre l'opinion des gens éclairés et celle de la populace. Ni la définition idéale par Kant d'un espace public de discussion. Ni encore le rôle des pères fondateurs de la Révolution américaine, dont Thomas Jefferson qui écrivait dans une lettre à Carrington en 1787 : « Si l'on s'en remettait à moi pour décider si nous devons avoir un gouvernement sans journaux ou des journaux sans gouvernement, je n'hésiterais pas un instant à choisir cette dernière formule. »

Le retour initial à des auteurs nés au XIX^e siècle n'est pas non plus un travail d'archéologie. Au siècle suivant, plusieurs protagonistes du débat révéleront l'intérêt qui continue de leur être porté : à Tocqueville et Mill par exemple, par Elisabeth Noelle-Neumann ; à Gabriel Tarde, par Paul Lazarsfeld et Elihu Katz. D'autres précurseurs apportent des matériaux qui seront directement exploités : Gustave Le Bon par les artisans de la propagande, Robert E. Park par la sociologie du journalisme. Sans parler du vaste projet de sociologie de la presse formé par Max Weber. Un réseau se noue, d'amont en aval, qui enrichit la réflexion.

Le développement des idées sur le pouvoir médiatique accompagne l'histoire des médias eux-mêmes. Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, la seule référence est la presse écrite. Depuis lors, et jusque dans les années 1950, la radio se voit prise de plus en plus en considération. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que la télévision s'affiche

franchement comme le premier média de référence. Discuter du pouvoir des médias revient à s'interroger de manière privilégiée sur celui du petit écran.

Je m'efforce de revenir le plus souvent aux textes, aux ouvrages fondateurs, aux articles innovants. Mon propos n'est pas destiné aux spécialistes. Il s'adresse d'abord à des lecteurs animés par des préoccupations citoyennes, légitimement interpellés par la place occupée par les médias dans les sociétés d'aujourd'hui. Toute sociologie du journalisme et des médias offre par ailleurs prise à une réflexion sur le pouvoir médiatique, réel ou supposé. C'est donc avec profit que chacun pourra se reporter à des ouvrages généraux comme *Sociologie de la communication et des médias* d'Éric Maigret, d'une exhaustivité impressionnante, ou *Sociologie des médias* de Remy Rieffel, toujours clair, pour son attention aux recherches en France (la pente générale est anglo-saxonne). Je ne peux que recommander aussi *Sociologie du journalisme* d'Érik Neveu, dense et documenté, ainsi que *Le Pouvoir des médias* de Grégory Der-ville, pour son traitement de la médiatisation du champ politique, aspect qui ne sera qu'effleuré ici. Je n'oublie pas deux revues, *Hermès* et *Réseaux*, pour la publication en français de nombreux articles rédigés à l'origine en anglais et d'accès parfois malaisé.

1. Premiers regards sur la puissance de la presse

À l'époque de la naissance de la presse moderne, dans les années 1830, les idées sur le pouvoir des médias commencent par prendre la tangente. Chez Alexis de Tocqueville comme chez John Stuart Mill, elles portent en premier lieu sur l'opinion publique. L'intérêt pour le rôle de la presse n'est que subsidiaire. Il n'en est pas négligeable pour autant. La presse reflète-t-elle l'opinion ? Contribue-t-elle à la façonner ? Tocqueville et Mill sont des contemporains. Le premier est né en 1805, le second l'année suivante.

Un peu plus d'une génération plus tard, c'est encore par la périphérie que Gustave Le Bon et Gabriel Tarde abordent l'influence de la presse. Ils entreprennent de définir un nouveau domaine de la connaissance, la psychologie sociale, et s'intéressent aux foules. Ils amorcent le débat sur les « médias de masse ». Le Bon perçoit la foule comme un phénomène monstrueux, sur lequel les journaux sont sans prise. Tarde s'intéresse, lui, à sa déclinaison en publics. Il décrit de manière fine les mécanismes engagés par la presse dans leur formation. Il apparaît comme le principal précurseur de théories contemporaines significatives sur le pouvoir des médias. Le Bon et Tarde sont nés respectivement en 1841 et 1843. La rédaction de leurs œuvres majeures sur

la foule est simultanée, à la toute fin du XIX^e siècle, alors que la presse écrite monte en puissance.

Une troisième paire de contemporains parachève cette revue des précurseurs. Ce sont deux sociologues, nés la même année 1864, l'un aux États-Unis, l'autre en Allemagne : Robert Ezra Park et Max Weber. Ils connaissent la presse à son apogée et partagent la particularité d'une expérience journalistique. Park est l'un des fondateurs de l'École de sociologie de Chicago. Il laisse des traces durables sur la sociologie du journalisme et de la presse aux États-Unis. Weber est l'auteur en 1910 d'un vaste projet d'enquête, contenant les principaux ingrédients d'une sociologie compréhensive de la presse. Le projet reste sans lendemain, il continue d'étonner par sa structure et sa solidité.

La presse entre liberté et opinion publique

Alexis de Tocqueville n'a pas encore vingt-six ans lorsqu'il s'embarque au Havre avec son compagnon Gustave de Beaumont, un jour d'avril 1831. Destination : l'Amérique. Les deux jeunes magistrats sont officiellement chargés d'une mission d'étude sur les institutions pénitentiaires américaines. Pour Tocqueville, la mission n'est au fond qu'un prétexte. Ce qui le motive, c'est d'observer les effets de la passion de l'égalité et l'influence de la démocratie sur les mœurs américaines. Issu d'une famille d'ancienne noblesse normande, il ne renonce pas aux valeurs de l'aristocratie. Son intérêt n'est pas l'indice d'une conversion politique. Il répond à un projet personnel : «Tocqueville appartient au monde vaincu par la Révolution française, d'où il tire, comme toute sa génération, le sentiment de la marche

irréversible de l'histoire ¹.» Il considère les États-Unis comme un terrain d'observation privilégié.

Lorsqu'il débarque sur le sol américain, les journaux prolifèrent et se répandent sur de nouveaux territoires. Ils accompagnent la conquête de l'Ouest. Peu d'abonnés suffisent pour en couvrir les frais. « Il n'y a presque pas de bourgade, écrit-il, qui n'ait son journal ². » La plupart des quotidiens restent concentrés dans les régions de l'Est : le Maryland, la Pennsylvanie, New York. La presse populaire est alors en gestation. Tocqueville en manque de peu l'apparition. *The Sun* apparaît en 1833, alors qu'il est déjà rentré en France. *The Herald* est lancé en 1835, par James Gordon Bennett, l'année de la parution du premier volume de *La Démocratie*. Ces journaux bon marché délaissent les sujets nobles, la politique, la vie des partis pour s'intéresser aux petits faits de tous les jours. Ils se veulent accessibles à chacun : langage simple et direct, sujets concrets pêchés dans la rue, les commerces, les fabriques, informations pratiques. Leur succès est immédiat.

De la liberté de la presse, Tocqueville note, dès les premières lignes du chapitre qu'il lui consacre, qu'elle « ne fait pas seulement sentir son pouvoir sur les opinions politiques, mais encore sur toutes les opinions des hommes. Elle ne modifie pas seulement les lois, mais les mœurs ³. » Les lois donc, renvoie au rôle de la presse comme lieu de débat sur les affaires publiques ; et les mœurs, entendues

1. François Furet, « Le système conceptuel de la "Démocratie en Amérique" », préface à Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome I, Paris, GF-Flammarion, 1981, p. 9.

2. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, tome I, Paris, GF-Flammarion, 1981, p. 270.

3. *Ibid.*, p. 264.

comme l'ensemble des habitudes, des coutumes, des idées et des sentiments de la société civile. À l'influence politique s'ajoute d'emblée l'influence morale et sociale. C'est un premier jalon dans sa réflexion sur les relations entre la presse et l'opinion. Il est suivi d'un second, qui soulève aussitôt le caractère équivoque de cette liberté : « En matière de presse, il n'y a [...] réellement pas de milieu entre la servitude et la licence. Pour recueillir les biens inestimables qu'assure la liberté de la presse, il faut savoir se soumettre aux maux inévitables qu'elle fait naître ¹. »

Selon Tocqueville, la presse n'a pas le pouvoir de manipuler les esprits : elle, « qui sait si bien enflammer les passions humaines, ne peut cependant les créer à elle toute seule ». Cela explique un premier constat du « peu de puissance des journaux en Amérique ». Leur influence existe, certes ; elle est d'abord fonctionnelle. De fait, elle est limitée par la structure éclatée du pouvoir politique – au contraire de la France, où le pouvoir est concentré et installé avec la presse dans un antagonisme structurel.

Dans la vie politique aux États-Unis, le nombre des journaux ferait-il néanmoins leur force ? C'est tout le contraire, affirme Tocqueville. Il en tire la leçon que « le seul moyen de neutraliser les effets des journaux est d'en multiplier le nombre ² ». C'est trahir une méfiance foncière. Il s'agit moins d'assurer le pluralisme de la presse en soi que d'en réduire l'influence et accessoirement d'en désamorcer l'action pernicieuse par l'entretien de la diversité. Surtout que Tocqueville n'affiche pas une estime démesurée pour le contenu des journaux américains. Au contraire d'une

1. *Ibid.*, p. 268.

2. *Ibid.*, p. 269.

tradition française qui voit la presse discuter les grands intérêts de l'État, Tocqueville soutient que l'esprit du journalisme en Amérique est « de s'attaquer grossièrement, sans apprêt et sans art, aux passions de ceux auxquels il s'adresse, de laisser là les principes pour saisir les hommes ; de suivre ceux-ci dans leur vie privée, et de mettre à nu leurs faiblesses et leurs vices ¹ ». Les lecteurs cherchent dans un journal la connaissance des faits. Les vues personnelles exprimées par les journalistes ne prennent à leurs yeux que peu de poids, affirme-t-il encore.

Alors, des journaux trop éparpillés pour exercer une véritable influence ? Un goût trop affirmé des lecteurs pour les faits, qui empêcherait les débats de fond sur les sujets d'intérêt général ? Comme souvent, Tocqueville décroche de son propre raisonnement, il bifurque, il revient à son point de départ : en dépit de ses limites, « la presse exerce encore un immense pouvoir en Amérique ». Quel est-il ? Son rôle en politique est double : il est de garantir la liberté par la surveillance des pouvoirs, il est de rendre possible une action concertée des citoyens. La presse, écrit-il, « fait circuler la vie politique dans toutes les portions de ce vaste territoire. C'est elle dont l'œil toujours ouvert dévoile sans cesse les secrets ressorts de la politique, et force les hommes publics à venir tour à tour comparaître devant le tribunal de l'opinion. C'est elle qui rallie les intérêts autour de certaines doctrines et formule le symbole des partis ; c'est par elle que ceux-ci se parlent sans se voir, s'entendent sans être mis en contact. » L'action sur l'opinion publique, inséparable du rôle de la presse en démocratie, est donc décisive. Si chaque journal, par l'effet du pluralisme, n'exerce effectivement que peu de

1. *Ibid.*, p. 270.

pouvoir, «la presse périodique est encore, après le peuple, la première des puissances». En effet, «lorsqu'un grand nombre des organes de la presse parvient à marcher dans la même voie, leur influence à la longue devient presque irrésistible, et l'opinion publique, frappée toujours du même côté, finit par céder sous leurs coups»¹.

Lorsque Tocqueville publie en 1840 le second volume de *La Démocratie*, qui porte moins sur l'Amérique que sur les sociétés modernes², le décor en France a changé. La presse vient de franchir un pas important. Émile de Girardin a fondé *La Presse* en 1836, inaugurant l'ère de journaux bon marché et largement diffusés, par l'adoption d'un modèle économique qui fera leur fortune : «C'est aux annonces de payer le journal.» Le prix de l'abonnement baisse de moitié. *Le Siècle* d'Armand Dutacq est lancé au même moment et aux mêmes conditions. La lecture du journal est de moins en moins le privilège de gens cultivés et aisés.

De ce premier élan vers une presse plus populaire, même si l'évolution sera relativement lente, Tocqueville ne retient apparemment rien qui infléchisse sa pensée. Sinon, par hypothèse, par la reprise des propos tenus dans le premier volume de *La Démocratie* sur le rôle de lien et d'échange attribué aux journaux. Non plus, ici, entre les doctrines et les mouvements politiques, mais entre les individus qui constituent l'opinion publique. Il s'agit de fournir des références communes aux citoyens et de maintenir ainsi la communauté. «Lorsque les hommes ne sont plus liés entre eux d'une manière solide et permanente, écrit-il, on ne saurait obtenir d'un grand nombre d'agir en commun, à moins de

1. *Ibid.*, p. 271.

2. Tocqueville avait prévu de l'intituler *L'influence de l'égalité sur les idées et les sentiments des hommes*.

Le Seuil s'engage pour la protection de l'environnement

Ce livre a été imprimé chez un imprimeur labellisé Imprim'Vert, marque créée en partenariat avec l'Agence de l'Eau, l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie) et l'UNIC (Union Nationale de l'Imprimerie et de la Communication).

La marque Imprim'Vert apporte trois garanties essentielles :

- la suppression totale de l'utilisation de produits toxiques ;
- la sécurisation des stockages de produits et de déchets dangereux ;
- la collecte et le traitement des produits dangereux.



RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : CORLET IMPRIMEUR S.A. À CONDÉ-SUR-NOIREAU
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2010. N° 102038 ()
IMPRIMÉ EN FRANCE

